



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

*REF. MARCHE :
25-971-003*

**Fourniture, livraison sous emballage franco domicile,
déseballage, installation (montage) et implantation de
mobilier pour CGSS – site PFS GOPAL**

Le présent CCAP compte 16 pages numérotées de 1 à 16.

SOMMAIRE

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2- OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4- PROCEDURE ET FORME	3
ARTICLE 5- VARIANTES.....	3
ARTICLE 6- MARCHES COMPLEMENTAIRES ULTERIEURS	3
ARTICLE 7- DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 8- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 9- OBLIGATIONS, DEVOIR ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	4
ARTICLE 10- PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	5
ARTICLE 11- CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	5
ARTICLE 12- CONFIDENTIALITE ET SECURITE.....	5
ARTICLE 13- PRIX	6
ARTICLE 14- FACTURATION.....	7
ARTICLE 15- EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 16- PENALITES.....	9
ARTICLE 17- AVANCE	9
ARTICLE 18- LIVRAISONS – VERIFICATIONS – ADMISSIONS - AJOURNEMENT REFECTION - REJET	9
ARTICLE 19- CONDITION ET TRANSPORT	11
ARTICLE 20- MODALITES DE STOCKAGE	11
ARTICLE 21- PROVENANCE ET QUALITE DES FOURNITURES.....	11
ARTICLE 22- RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES	11
ARTICLE 23- NORMALISATION	11
ARTICLE 24- PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES	12
ARTICLE 25- DELAI DE LIVRAISON	12
ARTICLE 26- GARANTIE.....	12
ARTICLE 27- DISPOSITIF DE VIGILANCE.....	13
ARTICLE 28- SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 29- CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	14
ARTICLE 30- ASSURANCE	15
ARTICLE 31- DEFAILLANCE DU TITULAIRE/GREVE DU TITULAIRE	15
ARTICLE 32- RESILIATION DU MARCHÉ	15
ARTICLE 33- REGLEMENT DES LITIGES.....	16
ARTICLE 34- DEROGATIONS AU CCAG-FCS	16

ARTICLE 1-PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- La Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe et de Saint-Martin (CGSS) qui est l'organisme contractant et qui conclut de l'accord-cadre avec son titulaire ;
- Le Titulaire est le prestataire qui conclut l'accord-cadre avec la CGSS.

Le pouvoir adjudicateur est le représentant de l'organisme dans la passation et le suivi de l'exécution du marché soit Monsieur le Directeur de la CGSS.

ARTICLE 2-OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, livraison sous emballage franco domicile, déemballage, installation (montage) et implantation de mobiliers pour CGSS – site PFS GOPAL.

Le délai de livraison du mobilier ne peut pas dépasser 60 jours calendaires à compter de la date d'émission du bon de commande. Les offres prévoyant une livraison du mobilier postérieure à ce délai sont éliminées.

Les détails relatifs aux fournitures visées sont décrits au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 3-ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre comprend 3 lots :

- Lot n°1 – Meubles des postes de travail et de la salle de réunion
- Lot n°2 – Fauteuils et chaises des postes de travail et de la salle de réunion
- Lot n°3 – Meubles des espaces de repos et de restauration

ARTICLE 4-PROCEDURE ET FORME

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des accords-cadres des organismes de Sécurité sociale.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique avec une valeur financière maximale estimée à 110 000 € HT sur la durée de 1 an.

Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément à l'article R.2162-2 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 5-VARIANTES

Les variantes ne sont pas admises.

ARTICLE 6-MARCHES COMPLEMENTAIRES ULTERIEURS

Conformément aux dispositions de l'article R2122-4-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à la passation d'accord-cadre sans publicité ni mise en concurrence, pour confier au titulaire initial des livraisons complémentaires, qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

Lorsqu'un tel accord-cadre est passé par un pouvoir adjudicateur, sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, périodes de reconduction comprises.

ARTICLE 7-DUREE DU MARCHÉ

La durée d'exécution du présent accord-cadre est précisée à la rubrique B5 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 8-PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

L'ordre de priorité des pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivants, pour chaque lot :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexes ;
 - ✓ Annexe 1 financière: Bordereau des Prix unitaires (BPU) pour chaque lot ;
 - ✓ Annexe 2 : Caractéristiques techniques des mobiliers (CTM) pour chaque lot ;
 - ✓ Annexe 3 : Cadre de Réponses Techniques et Environnementales (CRTE) pour chaque lot ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

ARTICLE 9-OBLIGATIONS, DEVOIR ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, il garantit la livraison des fournitures décrits dans le CCTP.

Le titulaire est tenu à un devoir général d'information et de conseil, notamment en ce qui concerne le contenu du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne peut être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de la CGSS de la Guadeloupe différente de celle qu'il a préconisée.

Le titulaire est seul responsable à l'égard de la CGSS et des tiers, pour l'ensemble des prestations couvertes par l'accord-cadre jusqu'à l'expiration de celui-ci, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par son personnel, de tout manquement ou de toute autre cause pouvant lui être imputée dans l'exécution du accord-cadre. Il garantit la CGSS contre tout recours.

Les réparations des dommages ou avaries qui viendraient à se produire de son fait aux ouvrages de la CGSS sont exécutées d'office à ses frais, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse après un délai de 15 (quinze) jours.

De manière générale, le titulaire doit informer la CGSS de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation. Il doit signaler les incidents prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens et indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas remédié.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée dans les cas de force majeure.

ARTICLE 10-PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail définies à l'article 6.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11-CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

11.1 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS, le titulaire veille à ce que les fournitures qu'il fournit respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

11.2 CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en matière d'emploi des personnes en situation de handicap et à favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

ARTICLE 12-CONFIDENTIALITE ET SECURITE

12.1 ENGAGEMENTS DES PARTIES

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui sont communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Les Parties entendent préciser que sont considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins de l'accord-cadre,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application de l'accord-cadre,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet de l'accord-cadre,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution de l'accord-cadre et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

12.2 VERIFICATION DU RESPECT DES ENGAGEMENTS

L'organisme, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect

par le titulaire, des engagements mis à sa charge en terme de confidentialité et de sécurité.

Le titulaire prendra les mesures nécessaires pour mettre à disposition de l'organisme, le cas échéant, les éléments permettant de prouver qu'il a respecté ses engagements.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements, et indépendamment des sanctions encourues, l'organisme peut décider de résilier l'accord-cadre.

12.3 RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Si pour l'exécution du présent accord-cadre le titulaire a recours à des sous-traitants pour les prestations de services associés, ceux-ci doivent présenter des garanties équivalentes pour assurer le respect des règles de confidentialité et de sécurité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ses sous-traitants et à leur faire respecter les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

12.4 EXCEPTIONS A LA CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité dans le cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu de l'accord-cadre,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

12.5 DUREE DES OBLIGATIONS

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent de l'accord-cadre et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent accord-cadre et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 13-PRIX

13.1 DETERMINATION DES PRIX

L'accord-cadre est traité à prix unitaires. Les prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires (annexe 1 à l'acte d'engagement), tiennent compte de :

- l'ensemble des prestations décrites dans les pièces du présent accord-cadre ;
- des éléments indiqués aux articles 10.1.3 du CCAG-FCS ;

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations et sont établis tous frais compris, notamment :

- les frais de traitement des commandes (conditionnement, emballage, manutention, stockage et de transport jusqu'au lieu de livraison) ;
- les frais d'assurance ;
- les frais liés à la production de la documentation (Plans d'implantation,...) ;
- les frais de déchargement des fournitures et d'évacuation des emballages ;
- le service après-vente ;

Les prix sont établis en euros sur la base des conditions économiques en vigueur dans le mois dans lequel s'inscrit la date limite de réception des offres.

Le titulaire certifie que les prix proposés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'ensemble de sa clientèle et que celui-ci a été établi conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations.

Ces prix comprennent toutes les prestations nécessaires à leur achèvement quand bien même celles-ci ne sont pas décrites au CCTP ou toute autre pièce constitutive de l'accord-cadre.

Les fournitures non listées au BPU peuvent être commandées par bons de commande sur la base d'un devis préalablement accepté par la CGSS.

13.2 VARIATION DES PRIX

13.2.1 Actualisation des prix

Aucune actualisation des prix n'est prévue au présent accord-cadre.

13.2.2 Révision des prix

Aucune révision des prix n'est prévue au présent accord-cadre.

ARTICLE 14-FACTURATION

14.1 MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES :

En application des dispositions des articles L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « **Chorus Pro** », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CGSS Guadeloupe informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CGSS informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire doit, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- **Le numéro de SIRET**, qui identifiera la CGSS de la Guadeloupe en tant que destinataire de la facture : **314 572 025 00307**
- **Le code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : **Service Achats Marchés – code : 3621**

Le numéro d'engagement correspond au **numéro de l'accord-cadre** tel qu'il figure sur l'acte d'engagement à la rubrique A.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire peut consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire doit transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci doivent être adressées par courrier dans le

respect des exigences suivantes. Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

CGSS de la Guadeloupe- Service Achats Marchés
CS 38104
97181 Les Abymes Cedex

Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques :

Les factures doivent comporter à *minima*, en application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les indications suivantes, conformes à l'accord-cadre :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- la date d'émission de la facture ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du présent accord-cadre et du lot ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire HT, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C
- le prix unitaire HT remis, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C remis
- le prix unitaire HT remis reprise déduite, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C remis reprise déduite

14.2 MODALITES DE REGLEMENT :

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CGSS se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliaant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

Le Directeur Comptable et Financier de la CGSS règle les sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après livraison par le Titulaire et réception par la CGSS des fournitures dans les conditions prévues au présent accord-cadre.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CGSS en application du présent accord-cadre donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

ARTICLE 15-EXCECUTION DES PRESTATIONS

15.1 COMMANDES DE PRODUITS REFERENCES AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande, conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code la Commande Publique.

La CGSS émet au titulaire au fur et à mesure de ses besoins, des bons de commande par référence au bordereau des prix unitaires du présent accord-cadre.

Le délai d'exécution des bons de commande court à compter de la notification de ceux-ci au titulaire par courriel, conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS.

Chaque bon de commande est signé par le Directeur de la CGSS ou toute autre personne habilitée.

Les bons de commande comportent les indications suivantes :

- date d'émission
- référence de l'accord-cadre
- désignation des produits
- quantités commandées
- lieu(x) de livraison
- prix total du bon de commande HT, TVA incluse et TTC.

15.2 COMMANDES DE PRODUITS NON REFERENCES AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

La CGSS se réserve la possibilité de s'adresser à un tiers en cas d'incapacité du titulaire, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme de 5 000 € HT, sur la durée globale de l'accord-cadre.

ARTICLE 16-PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité pour quelque motif que ce soit. Les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application des pénalités.

Observations	Montant TTC de la pénalité
Retard délai de livraison	Lorsque le délai de livraison des prestations pour lequel le titulaire s'est engagé est dépassé par son propre fait, il encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard d'un montant forfaitaire de 150 € TTC par jour calendaire de retard.
Tout autre manquement contractuel	50 € par jour et par manquement

ARTICLE 17-AVANCE

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique. Toutefois, le titulaire peut renoncer à cette avance et le préciser sur l'acte d'engagement.

ARTICLE 18-LIVRAISONS – VERIFICATIONS – ADMISSIONS – AJOURNEMENT REFACTION – REJET

18.1 LIVRAISONS

En complément de l'article 13 du CCAG-FCS, la livraison des marchandises est faite par le titulaire dans les conditions suivantes :

Le titulaire assure la livraison des produits commandés franco domicile et d'emballage, dans un délai déterminé par la CGSS sur le bon de commande qui courra à compter de sa date de réception par le titulaire.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport et à la livraison des marchandises sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination finale.

Lors de la livraison, le titulaire ou son représentant habilité remet au service destinataire de la commande de la CGSS, un bon de livraison détaillé.

Le bon de livraison doit comporter au minimum, la référence de l'accord-cadre et du bon de commande, le numéro du lot, l'identification du titulaire, l'identification précise du destinataire et du commanditaire de la CGSS, le détail des fournitures livrées, le cas échéant leur répartition par colis et le nombre de colis.

Chaque colis doit porter de façon permanente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison. Quand il y a lieu, le produit livré doit porter une marque d'identification qui lui est propre.

La réception des livrables se matérialise par la signature contradictoire du bon de livraison par le titulaire ou son représentant habilité et la CGSS.

Des réserves éventuelles par rapport aux produits livrés sont portées sur le bon de livraison.

Le titulaire ou son représentant habilité est tenu d'attendre l'attestation du bon de livraison par le pouvoir adjudicateur (date et signature du pouvoir adjudicateur).

Dans l'hypothèse où le titulaire ou son représentant habilité déposerait la livraison sans attendre cette attestation, ladite livraison peut être considérée comme n'ayant pas été effectuée dans les règles et ne peut faire l'objet d'aucune facturation.

En cas de litige concernant la livraison, le seul interlocuteur de la CGSS est le titulaire du de l'accord-cadre.

La validation du bon de livraison par la CGSS n'emporte pas admission définitive des produits livrés. La CGSS dispose d'un délai pour procéder aux vérifications quantitative et qualitatives de ces derniers dans les conditions définies à l'article 16 ci-après.

Les livraisons peuvent être refusées en cas de :

- livraison de produits dont l'étiquetage est incomplet ou illisible ;
- livraison de produits dont la non-conformité à la commande est apparente ;
- horaire et lieu de livraison non respectés.

Dans ce cas, les pénalités de retard visées à l'article 16 du présent CCAP peuvent être appliquées tant que la livraison n'est pas complète et conforme.

18.2 VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives ont pour objet de vérifier la conformité des fournitures livrées aux spécifications de l'accord-cadre.

Les quantités du bordereau de livraison sont vérifiées et doivent être cohérentes avec celles indiquées dans les pièces de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, la CGSS dispose d'un délai maximal de 8 jours ouvré à compter de la livraison pour procéder aux vérifications des produits.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Toute fourniture livrée non conforme, endommagé ou incomplet est refusé et son remplacement est mis à la charge du fournisseur tous frais compris, dans un délai maximal de 7 jours à compter de la décision de la CGSS.

18.3 ADMISSION

Par dérogation à 30.1 du CCAG-FCS, passé le délai de 8 jours visé à l'article 17.4 du présent CCAP, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

18.4 AJOURNEMENT- REFACTION-REJET

Toute décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet est notifiée au titulaire et doit être motivée.

La décision d'ajournement comporte un délai accordé au titulaire pour parfaire les livraisons ou faire ses observations. A compter de la date de remise des fournitures ajournés ou des observations, la CGSS dispose d'un délai maximum de 7 jours ouvrés pour prendre une décision de réfaction ou de rejet des fournitures.

Le rejet des fournitures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre sur décision de la CGSS. Dans ce cas la résiliation de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnisation en faveur du titulaire.

L'avance forfaitaire éventuellement déjà versée au titulaire est restituée à la CGSS.

ARTICLE 19-CONDITION ET TRANSPORT

L'emballage doit être conçu de manière à éviter toute détérioration en cours de transport ou de manutention et tout risque d'ouverture accidentelle du colis ou d'altération de son contenu ; à défaut, la responsabilité du titulaire serait engagée.

Conformément à l'article 20-2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété du titulaire. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire qui est aussi responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage.

Les livraisons sont réceptionnées par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité à cet effet. Les véhicules assurant la livraison doivent être équipés en fonction du type de livraison. Dans le cas d'une livraison sur palette et à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire effectue la dépalettisation et récupère la palette, les cerclages et les films PVC une fois la livraison effectuée.

ARTICLE 20-MODALITES DE STOCKAGE

En cas de suspension de livraison demandée par la CGSS, le titulaire assure le stockage des produits dans les conditions nécessaires à la bonne conservation, ceci sans facturation supplémentaire.

ARTICLE 21-PROVENANCE ET QUALITE DES FOURNITURES

Les fournitures doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre, aux prescriptions techniques établies dans le présent cahier des charges.

Les normes fixées à l'article 22 du présent CCAP sont celles en vigueur pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre

ARTICLE 22-RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES

Le titulaire est responsable de toute dégradation ou destruction des fournitures sur lesquels il intervient directement ou auxquels il a accès pendant l'exécution du contrat, que ce soit dans ses propres locaux ou dans ceux de la CGSS.

ARTICLE 23-NORMALISATION

Le titulaire déclare que les matériels sont conformes aux normes rendues obligatoires en application du décret no 2009-697 du 16 juin 2009 fixant le statut de la normalisation.

Les normes visées, à l'article 4 du CCTP, sont celles en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire. Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur toute modification des normes en vigueur.

ARTICLE 24-PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES

Les candidats doivent obligatoirement produire le questionnaire relatif au développement durable (annexe 2 à l'acte d'engagement).

ARTICLE 25-DELAÏ DE LIVRAISON

25.1 DELAI D'EXECUTION

Le délai maximal de livraison à compter de la réception du bon de commande est celui précisé par le titulaire à l'acte d'engagement à la rubrique B6 sans pouvoir dépasser 2 mois, soit 60 jours calendaires.

25.2 PROLONGATION DE DELAIS

La CGSS peut accorder une prolongation du délai de livraison au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans les délais contractuels initiaux.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit informer la CGSS dans les plus brefs délais des causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans les délais contractuels et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai d'un jour à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai de livraison. Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation des charges initialement prévues.

La CGSS notifie au titulaire sa décision dans le délai maximum de huit jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 26-GARANTIE

26.1 GARANTIE CONTRACTUELLE

Conformément aux prescriptions de l'article 33 du CCAG-FCS, la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière. Le titulaire s'engage à reprendre et à remplacer les fournitures qui seraient à l'usage reconnues défectueuses.

Le titulaire s'engage à fournir pendant toute la durée de l'accord-cadre des produits en tous points conformes à son offre initiale.

Les fournitures doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre, aux prescriptions des normes homologuées européennes en vigueur et aux spécifications techniques établies dans le CCTP. Les normes sont celles en usage pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Le mobilier fourni par le titulaire dans le cadre du présent accord-cadre est garanti pièces et main-d'œuvre à compter de la livraison du mobilier pour la durée de 2 ans minimum. Toutes les interventions liées à la mise en œuvre de cette garantie ne font pas l'objet d'un supplément de prix.

26.2 PIECES DEFECTUEUSES

Les pièces défectueuses doivent être remplacées. Les pièces remplacées deviennent la propriété de la CGSS.

ARTICLE 27-DISPOSITIF DE VIGILANCE

La situation du titulaire est appréciée au dernier jour du mois précédent la transmission de pièces.

Le dispositif de vigilance est mis en œuvre via l'appliquetif **e-Attestations**.

Au plus tard à la notification de l'accord-cadre, le titulaire communique une adresse électronique qui est inscrite à l'appliquetif.

Par la suite, il recevra un lien par le biais duquel il doit s'inscrire sur l'appliquetif afin de mettre en ligne les documents demandés. Il doit s'assurer que les documents mis en ligne sont à jour.

En cas d'impossibilité matérielle de s'inscrire sur la plateforme, il en informe l'Unité Contrats et Marchés Publics et transmet ses attestations au courriel du service : service.marches@cgss-guadeloupe.fr

Le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre et pendant toute la durée de celui-ci les pièces suivantes :

1) Conformément aux dispositions de l'article R2143-8 du code de la commande publique et de l'article D 8222-5-1° du Code du travail :

a) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la Sécurité Sociale, datant de moins de 6 mois.

b) les copies des attestations et certificats fiscaux prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales.

c) une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, précisant la date d'embauche, la nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-2 du code du travail).

2) Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail :

a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis), OU

b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, OU

c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, OU

d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, le titulaire s'expose à des pénalités s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, relatives à la dissimulation d'activité ou la dissimulation d'emploi salarié. Le montant des pénalités peut atteindre 10 % du montant maximum de l'accord-cadre.

En cas d'information de la situation irrégulière, le titulaire doit faire cesser cette situation. L'entreprise ainsi mise en demeure, doit apporter à la CGSS la preuve qu'elle a mis fin à cette situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées, la CGSS peut appliquer des pénalités et le cas échéant résilier de l'accord-cadre sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 28-SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est interdite en marché de fourniture. Par conséquent, la sous-traitance ne porte que sur les prestations de services associées confiées ou susceptibles d'être confiées à un tiers par le soumissionnaire.

Cependant, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque marché de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration spéciale mentionnant :

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitées sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- e) les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement dont le contrat a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant. En produisant soit l'exemplaire unique de l'accord-cadre qui lui a été délivré soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Dans tous les cas, l'entrepreneur principal demeure entièrement responsable vis-à-vis du Maître de l'ouvrage des prestations sous-traitées.

Le titulaire de l'accord-cadre joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur (PA) à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

ARTICLE 29-CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

29.1 CHANGEMENT SANS CREATION D'UNE NOUVELLE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile ou de compte à créditer doit être notifié à la CGSS par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Le titulaire est tenu de fournir un K-BIS

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Cette modification fait l'objet d'un avenant.

Les créances nées ou à naître concernant le présent de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-63 du code de la commande publique.

29.2 CHANGEMENT ENTRAINANT UN NOUVEAU TITULAIRE

Dans le cas où les activités du titulaire sont cédées à une autre société à la suite d'une fusion, cession, absorption, restructuration, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire..., le transfert de l'accord-cadre à cette autre entité est possible dans les mêmes conditions d'engagements.

Le nouveau titulaire apporte la preuve qu'il peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre. Il vérifie également la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale. Il s'assure, en outre, de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

Ce changement se formalise par la conclusion d'un avenant de transfert. Celui-ci doit comporter la signature du titulaire et du bénéficiaire de la cession.

La CGSS se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article R. 2143-6 du code de la commande publique.

ARTICLE 30-ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'oblige à remettre à la CGSS avant la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution une attestation d'assurance en cours de validité garantissant la responsabilité civile contre les accidents ou dommages de toute nature qui surviendraient de son fait ou de celui de ses sous-traitants pendant l'exécution du contrat.

A défaut de production de l'attestation d'assurance avant la notification, l'offre du pressenti sera rejetée et une demande sera transmise au prochain au classement général, en application de l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire s'engage à ce que la (ou les) police(s) d'assurance en cause conserve(nt) tous ses (leurs) effets pour la durée de l'accord-cadre. Le montant des garanties souscrites doit être suffisant et adapté à la prestation objet du présent de l'accord-cadre et à ses conséquences dommageables.

ARTICLE 31-DEFAILLANCE DU TITULAIRE/GREVE DU TITULAIRE

Nonobstant les dispositions énoncées ci-dessus, la CGSS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le de l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par ce dernier (y compris pour fait de grève de son personnel) d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

ARTICLE 32-RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation peut être prononcée conformément au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En complément des cas de résiliation visés au chapitre 7 du CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être résilié en cas de modification substantielle des conditions de l'accord-cadre par le titulaire.

En outre, la CGSS peut aussi prendre la décision de résilier de l'accord-cadre aux torts du titulaire après mise en demeure restée infructueuse, s'il refuse l'application des pénalités visées à ARTICLE 16-du présent CCAP ou en cas d'inexécution répétée des prestations.

ARTICLE 33-REGLEMENT DES LITIGES

Les parties peuvent recourir à l'arbitrage.

En cas de recours judiciaire, les tribunaux français sont seuls compétents.

33.1 LITIGES RELATIFS A L'EXECUTION

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'exécution est le Tribunal Judiciaire de Pointe-à-Pitre, 7 rue Victor Hugues, 97110 POINTE A PITRE.

Tél : 0590 89 69 50

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

33.2 LITIGES RELATIFS A LA PASSATION

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à la passation est le Tribunal Judiciaire de Fort-de-France, 35 Bd du Gal de Gaulle, 97200 FORT DE FRANCE.

Tél : 0596 48 41 41

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

ARTICLE 34-DEROGATIONS AU CCAG-FCS

ARTICLE 16-du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS

L'ARTICLE 18.2 du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-FCS

L'ARTICLE 18.3-du présent CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS

L'ARTICLE 30-du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS.